**Modèle de lettre**

**à adresser en recommandé avec accusé de réception au Centre des impôts des non-résidents (10 rue du Centre, TSA 10010, F-93465 Noisy-Le-Grand cedex)** ou au Centre des Finances publiques du lieu de situation de l’immeuble si le contentieux porte sur une plus- value immobilière, contestant l’assujettissement aux prélèvements sociaux et demandant le remboursement en raison de la législation européenne. **La contestation peut également être faite** [**en ligne**](http://trk-2.net/l2/6OXKdL0Mi1/12161/1811809943.html) **(Impots.gouv.fr) à partir de son espace personnel**.

- - - - - - - -

*Service des Impôts des Non-Résidents*

*TSA 10010*

*10, rue du Centre*

*93465 Noisy-Le-Grand Cedex*

*Le [DATE]*

***RECOMMANDE AR***

*N° fiscal : XXXX Adresse e-mail*

*Objet : Demande de restitution des cotisations CSG-CRDS – Réclamation contentieuse – Année*

*[DATE]*

*A l’attention de Monsieur le Responsable du Service des Impôts des particuliers non-résidents*

*Monsieur,*

*J’ai reçu un avis d’imposition au titre de l’année [ANNÉE] concernant les revenus de l’année [ANNÉE] en date du [DATE], dont copie est jointe en annexe, indiquant que j’ai réalisé des revenus fonciers nets ou une plus-value immobilière de XXX € en [DATE]...*

*Au titre de chacune de(s) année(s) [ANNEES], des prélèvements sociaux de XXX € pour la CSG, XXX € pour la CRDS et XXX € pour le prélèvement de solidarité ont été réalisés, soit un total de XXX € auxquels vient s’ajouter un impôt sur le revenu de XXX €, le cumul étant payé par [moyen de paiement] à la Direction générale des Finances publiques le [DATE].*

*J’ai l’honneur de contester le bien-fondé de ces prélèvements sociaux, qui sont contraires aux Traités et directives européennes et remettent en cause le principe constitutionnel d’égalité devant l’impôt.*

*Pour ma part, je ne bénéficie pas de la protection sociale du système français de sécurité sociale et je ne saurais donc être assujetti à des prélèvements sociaux qui n’ont d’autre finalité que le financement d’une protection sociale dont je ne peux bénéficier.*

*Je suis affilié au régime de protection sociale de [PAYS] comme en attestent les documents joints en annexe.*

*En outre, je n’exerce pas d’activité professionnelle sur le territoire français.*

*Au vu de tout ce qui précède, il vous est demandé le dégrèvement des prélèvements sociaux litigieux, et la restitution de la somme de XXX € assortie des intérêts moratoires.*

*Je vous prie de croire, Monsieur le Responsable du SIP, à l’assurance de ma considération* *distinguée.*

*Signature*